



Communiqué de presse

Contre la réforme des lycées professionnels

Rassemblement le 29 novembre lors du CAEN (Conseil académique de l'Education nationale) : 13h30 devant l'hôtel de Région, Nantes

La réforme des lycées professionnels ne sera pas sans conséquences pour les élèves et les personnels. La voie professionnelle sous statut scolaire concerne 37% des élèves. Les dernières annonces suite aux différentes bilatérales ministérielles ne rassurent en rien les personnels.

En effet, le ministère a dévoilé son projet d'une réforme systémique du baccalauréat professionnel dont la casse de la classe terminale pour la rentrée 2024.

Dans le contexte social tendu où personnels comme élèves ont besoin de sérénité, de plus et mieux d'école pour faire réussir tous les jeunes, ce projet constitue une véritable provocation contre les collègues et met en péril l'avenir des jeunes.

La première proposition de mise en place de groupes de niveau en seconde et en première, sans que ce soit des dédoublements aura pour conséquences une perte d'heures en enseignement professionnel, ne compensera pas les heures disciplinaires perdues avec la TVP (Transformation de la voie professionnelle). La deuxième annonce consiste en une désorganisation totale de l'année de terminale BAC Pro avec un calendrier démentiel : 22 semaines de cours + 6 semaines de PFMP + 2 semaines d'examens + 6 semaines de diversification. Cette mesure serait synonyme d'explosion du groupe classe en terminale, d'arrêt des cours prématuré. D'autre part, le retour des élèves souhaitant poursuivre leurs études en juin est plus qu'improbable à l'instar du calendrier du BAC général sur lequel d'ailleurs le ministère est revenu. Ce projet de réforme est une fois de plus totalement hors-sol ! Il ne tient pas compte du fonctionnement et de l'organisation de nos Lycées professionnels. Il ne tient pas compte de nos élèves et de leurs rythmes d'apprentissage. **Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École. Avec les familles de métiers, le bac pro a été déspecialisé et réduit à deux ans et demi ; avec ce projet de réforme, force est de constater qu'il va passer à deux ans !**

Cette réforme, c'est renforcer la mainmise des entreprises sur la formation scolaire. Cette réforme veut insérer à tout prix dans les métiers en tension et d'avenir pour répondre aux objectifs politiques du plein emploi en 2027 alors que jamais ne sont évoqués la nature des contrats de travail, la qualification, le salaire, les conditions de travail et de sécurité. Cette logique adéquationniste a pour objectif et aura pour conséquence de nier les aspirations des jeunes et de les assigner aux seuls emplois de leur territoire.

Les organisations syndicales FSU, FO, CGT, Sud et SGEN-CFDT appellent à un rassemblement le 29 novembre devant l'hôtel de Région où se tient le Conseil académique de l'Education nationale qui présentera les évolutions de la carte des formations dans la Région.